

Colmar, le 19 juin 2003

RAPPORT de L'INSPECTEUR DES INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installation Classée pour la Protection de l'Environnement
Procédure d'autorisation.
Société SCI Denis PAPIN pour le compte de SCAPALSACE à COLMAR

1 - PETITIONNAIRE

Dénomination : SCAPALSACE S.A. coopérative à capital variable
Siège social : 157 rue du Ladhof à COLMAR
Établissement concerné : Entrepôt frigorifique rue Denis PAPIN, Z.I. NORD de COLMAR.

2 – OBJET DE LA DEMANDE

La SCI Denis PAPIN est chargée de demander l'autorisation d'exploiter un nouvel entrepôt frigorifique pour le compte de SCAPALSACE qui exploitera cet entrepôt. La SCAPALSACE exploite déjà à COLMAR deux autres entrepôts distinct du présent projet.

Le projet consiste à assurer le stockage d'environ 800 tonnes de produits surgelés et de glaces, effectuer la préparation des commandes destinées à approvisionner les différents magasins LECLERC de l'EST de la France. Il n'y a pas d'activité de préparation alimentaire au sens des rubriques 2220 et 2221 de la Nomenclature, aucun produit n'étant sorti de son emballage.

L'entrepôt est soumis à autorisation au titre de la rubrique 1510 (produits combustibles).

La demande d'autorisation déposée le 1^{er} juin 2002 a été complétée le 25 novembre 2002.

La recevabilité a été prononcée le 17 décembre 2002.

Le tableau ci-après reprend l'ensemble des activités de l'exploitant :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
1510	Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des), le volume des entrepôts étant supérieur ou égal à 50 000 m ³	99500 m ³ contenant 800 t	A
2920-1 a)	Installations de réfrigération ou compression fonctionnant à des pressions effectives supérieures à 10 ⁵ Pa, comprimant ou utilisant des fluides inflammables ou toxiques, la puissance absorbée étant supérieure à 300 kW	470 kW	A
2925	Ateliers de charge d'accumulateurs, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 10 kW	60 kW	D

Régime : A = Autorisation ; D = Déclaration

L'établissement comprend les installations connexes suivantes; ces installations n'atteignent pas les seuils de classement de la nomenclature des installations classées :

Rubrique	Intitulé	Installation	Régime
1136	Emploi ou stockage de l'ammoniac, la quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 150 kg.	145 kg d'ammoniac	NC

3 – ENQUETE PUBLIQUE

Par arrêté préfectoral du 21 janvier 2003, une enquête publique a été ouverte du 6 février au 7 mars 2003.

Le rayon d'affichage est de 1 km et les communes concernées sont les suivantes:
COLMAR ET HOUSSEN.

Les affichages réglementaires et informations légales du public ont été faites.

Aucune observation n'a été consignée au registre lors de l'enquête publique.

Avis du Commissaire Enquêteur du 13 mars 2003

Le commissaire enquêteur émet un avis favorable à la demande sans réserve.

4 – AVIS DES MUNICIPALITES

Les communes de COLMAR ET HOUSSEN ont émis des avis favorables et n'ont pas d'observations à formuler sur la demande.

5 – AVIS DES SERVICES

5.1 - Avis de la Mission Inter services de l'Eau (MISE)

Dans son courrier du 8 avril 2003, la MISE réserve son avis aux réponses à ses observations, qui sont les suivantes :

- page 21 : une solution ammoniacale à 21% en poids présente un pH de l'ordre de 12 ; il s'agit d'un produit nettement alcalin qui nécessite des précautions pour sa manipulation. En outre, ce produit très soluble dans l'eau est très toxique pour la faune aquatique à partir de concentration de 0,025 mg/l,
- page 54 : l'étude de dangers met en évidence qu'une rupture de canalisation entraînerait l'émission d'environ 70 kg de NH₃ en 10 minutes et n'estime les dilutions qu'en termes qualitatifs conduisant à un risque acceptable. Or l'ammoniac dans l'eau conduit à des effets sur la faune aquatique et le risque pour l'Il et l'eau de la gravière de Houssen n'est pas évaluée,

Avis de l'inspection des I.C. : la réponse donnée dans l'avis de la DDASS traite ce point.

- l'étude Antéa ne décrit pas suffisamment les impacts sur les eaux souterraines :
 - le panache thermique permettant de suivre la décroissance du ΔT induit par le rejet d'eau chaude n'est pas cartographié,
 - pas d'information sur une possible modification du chimisme des eaux ni sur d'éventuels changements dans la flore bactérienne,
 - à quoi correspondent les puits perdus visibles sur le plan présenté dans cette étude?

Avis de l'inspection des I.C. : la solution de refroidissement en circuit ouvert avec pompage et rejet en nappe n'est pas retenue dans le projet d'arrêté.

- pages 68 et 79 : les moyens mis en œuvre pour traiter les eaux en cas de fuite d'ammoniac ne sont pas précisés page 79 contrairement au renvoi de la page 68. Seule est indiquée la capacité de la rétention et l'asservissement de la pompe de relevage à une mesure pH,

Avis de l'inspection des I.C. : les dispositions retenues dans le projet d'arrêté consistent à neutraliser les éventuelles fuites d'ammoniac par un rideau d'eau dans la salle des machines. Pour les installations contenant l'ALCALI et situées à l'extérieur de la salle des machines, le principe de sécurité consiste, en cas d'incendie ou d'échauffement de nature à vaporiser le fluide frigoporteur, à vidanger rapidement les circuits dans la salle des machines faisant office de rétention. Les procédures d'évacuation des eaux polluées en cas d'incendie sont en général conduites par une société spécialisée missionnée par l'exploitant, agissant en coordination avec les services de secours.

- les ouvrages de traitement des eaux de ruissellement, séparateurs débourbeurs, devront être régulièrement entretenus de manière à garantir leur bon fonctionnement en permanence. En particulier, la vidange des huiles, graisses et des sables, sera effectuée régulièrement afin d'éviter tout risque de relargage dans le milieu naturel. Un cahier d'entretien sera tenu à jour par le pétitionnaire. Sur ce cahier figurera la programmation des opérations

d'entretien à réaliser ainsi que, pour chaque opération réalisée, les quantités et la destination des produits évacués.

Avis de l'inspection des I.C. : des dispositions permettant de garantir le bon fonctionnement des dispositifs de traitement des eaux pluviales sont reprises dans le projet d'arrêté.

La MISE demande donc que des réponses soient apportées sur tous ces points sans quoi son avis ne pourrait être considéré comme favorable.

Avis de l'inspection des I.C. : les différentes questions abordées par la MISE sont traitées dans le présent projet d'arrêté.

5.2 - Avis de la Direction régionale de l'Environnement (DIREN)

Dans son courrier du 14 mars 2003, la DIREN émet les observations suivantes :

Ce dossier suscite plusieurs interrogations :

1- Choix du fluide frigorigène

Le pétitionnaire a choisi l'ammoniac anhydre (NH_3), qualifié de fluide naturel (p. 22 et 47). L'étude des dangers met en évidence qu'une rupture de canalisation entraînerait l'émission d'environ 70 kg de NH_3 en 10 minutes et conclut que la dilution dans l'atmosphère serait très importante, d'où un risque toxique acceptable.

Or l'ammoniac est très soluble dans l'eau (1 litre d'eau dissout plus de 1 100 l de NH_3), le pétitionnaire doit en conséquence évaluer le risque que représente une telle émission de gaz NH_3 pour les masses d'eau à proximité (III et plan d'eau de la gravière de HOUSSEN), sachant que des effets sur la faune aquatique peuvent se manifester pour des teneurs de 0,025 mg/l NH_3 .

Avis de l'inspection des I.C. : la réponse est identique à celle donnée précédemment à la MISE

2- Mesures de protection

Pour lutter contre une fuite d'ammoniac, le pétitionnaire disposera d'un rideau d'eau. Il doit préciser les moyens mis en œuvre pour neutraliser les eaux ammoniacales avant rejet au réseau.

Avis de l'inspection des I.C. : la réponse est identique à celle donnée précédemment à la MISE

3- Choix du fluide frigoriporteur

Ce fluide est constitué d'eau ammoniaquée à 21% et le pétitionnaire indique p. 21 qu'il "présente l'avantage de ne pas être toxique (pour l'homme), ni dangereux pour l'environnement du fait de la neutralisation de l'ammoniac par l'eau à la concentration retenue".

Une solution ammoniacale à 21% en poids présente un pH de l'ordre de 12 ; il s'agit d'un produit nettement alcalin qui nécessite des précautions pour sa manipulation. En outre, ce produit est très toxique pour la faune aquatique (cf. point 1 ci-dessus).

Avis de l'inspection des I.C. : la réponse est identique à celle donnée précédemment à la MISE

4- Choix de la source froide

Le pétitionnaire envisage de transférer les calories extraites des produits à conserver au frais vers les eaux de la nappe phréatique, la température des eaux rejetées s'établissant vers 19°C, soit une augmentation de 7°C.

L'étude effectuée par ANTEA et jointe au dossier ne décrit pas suffisamment les impacts sur les eaux souterraines. Les auteurs se contentent de noter que l'influence thermique devient inférieure à 1°C à une distance de 300 mètres, mais sans cartographier le panache thermique. Par ailleurs, ils ne prennent pas en compte les autres impacts pouvant être liés à une élévation de température :

- modifications du chimisme des eaux,
- changements dans la flore bactérienne.

Avis de l'inspection des I.C. : la réponse est identique à celle donnée précédemment à la MISE

5- Gestion des déchets

Le pétitionnaire a prévu des déshuileurs -débourbeurs mais ne mentionne pas les solides recueillis dans ces ouvrages parmi les déchets générés sur le site. On ignore donc totalement la filière d'élimination retenue.

Avis de l'inspection des I.C. : la filière d'élimination des boues de curage des séparateurs doit être réglementaire ; cette disposition est prévue dans le projet d'arrêté.

En conclusion, j'émetts un avis défavorable en l'état actuel du dossier.

Avis de l'inspection des I.C. : les différentes questions abordées par la DIREN sont traitées dans le présent projet d'arrêté.

5.3 – Avis de la Direction départemental des Affaires Sanitaires et Sociales

Dans son courrier du 16 mai 2003 la DDASS émet les remarques suivantes :

- Le volet sanitaire de l'étude d'impact ne reprend pas exactement la méthodologie préconisée par le Ministère de la Santé. Même si la population concernée est peu importante, elle ne m'apparaît pas clairement localisée ;
- Si le refroidissement par tour réfrigérante est retenu, l'étude de dispersion du panache n'est pas donnée ;
- J'ai bien noté la mise sous rétention d'une partie du bâtiment ;
- Les installations sanitaires utilisées par le personnel doivent être raccordées au réseau d'eau potable avant le disconnecteur ;
- L'accès au site par les poids lourds depuis l'autoroute A35 n'est pas mentionné ;

Avis de l'inspection des I.C. : Il faut rappeler que les installations de refroidissement utilisent seulement 145 kg d'ammoniac et ne relèvent pas de classement au titre des ICPE.

Le scénario majorant déterminé par l'exploitant dans le cadre de son étude de dangers est celui d'une rupture totale dans le circuit d'ammoniac; ce scénario ne tient compte, ni des dispositifs de sécurité visant à minimiser la quantité de NH3 émise à l'atmosphère, ni des dispositifs de neutralisation par rideau d'eau. Les conclusions de l'étude ne font état d'aucune retombée au sol de vapeurs d'ammoniac susceptible de porter atteinte aux personnes. Néanmoins des prescriptions équivalentes à une

installation soumise à déclaration pour l'utilisation de l'ammoniac sont proposées dans l'arrêté (art. 18.) ; des dispositions similaires s'appliquent aussi aux installations de réfrigération contenant une solution d'ammoniac à 21% (ALCALI). Les dispositions habituelles pour les installations de compression -réfrigération sont appliquées.

Dans les autres activités envisagées, le risque santé est faible.

Les tours de refroidissement seront placées au dessus des locaux techniques ;elles sont distantes des espaces ouverts et inaccessibles au personnel non spécialisé et aux clients.

Le raccordement des réseaux sanitaires sera conforme à la prescription demandée.

Il n'y a pas d'accès particulier au site par les poids lourds depuis l'autoroute A35 ; l'accès est identique aux autres établissement de la Zone Industrielle.

5.4 - Avis du Service Départemental Incendie Secours (SDIS)

Les observations du SDIS par courrier en date du 9 avril 2003 et parvenu à l'inspection le 17 avril, portent sur les points suivants :

1. Accessibilité des engins des services d'incendie :

Toutes les voies périphériques longeant les façades du bâtiment devront présenter les caractéristiques dimensionnelles et de résistance d'une voie échelle.
Cette voie devra être éloignée de 8 mètres de la façade

Une voie répondant aux conditions ci-dessus devra longer la façade sud ; son bord intérieur devra être situé au plus à 8 mètres de la façade du bâtiment.

Avis de l'inspection des I.C. : Le projet impose ces dispositions à l'article 15.2.

2. Désenfumage

L'absence de dispositif de désenfumage dans la chambre froide à température négative (CF1) pouvant entraîner des difficultés d'intervention des services de secours, il est préconisé, si cela est techniquement réalisable en compatibilité avec la destination du local, la mise en place d'un désenfumage soit naturel, soit mécanique dont le dimensionnement est adapté aux dimensions de la chambre froide.

Avis de l'inspection des I.C. : Le projet d'arrêté impose les dispositions relatives au désenfumage à l'article 15.2. A défaut de respect de ces dispositions dans la chambre froide à température négative (CF1) l'exploitant justifiera de la mise en place d'un désenfumage d'une efficacité équivalente. Cette justification devra être communiquée à l'Inspection des Installations Classées et aux services de secours avant le début de l'exploitation. L'Inspection des Installations Classées se réserve le droit d'imposer à l'exploitant une analyse critique de ces justificatifs.

3. Défense extérieure contre l'incendie

La défense extérieure contre l'incendie doit être dimensionnée selon la plus grande des surfaces non recoupées par des parois coupe-feu 2 heures, soit l'ensemble des locaux CF2,CF3,CF4,CF5,CF6, LSF1,LSF2,LSF3 et LSF4 qui représentent une surface totale de 8842 m².

Ces locaux ne servant pas de stockage permanent, mais de réception, distribution puis réexpédition des marchandises rapidement après livraison, le potentiel calorifique présent sera moindre par rapport à un local de stockage.

De ce fait, pour la détermination des besoins en eau, ces locaux sont tous assimilés à des locaux de préparation. Cette disposition pourra être remise en cause en cas de modification dans l'exploitation, avec utilisation de ces locaux en tant que stockage.

Le débit d'eau incendie disponible devra être de **270 m³/heure** pendant deux heures consécutives (en plus des débits nécessaires à l'alimentation des R.I.A et du réseau sprinkler).

Les mesures de débit réalisées sur les deux P.I. existants les plus proches par le gestionnaire du réseau (Colmarienne des eaux) donnent un débit cumulé en fonctionnement simultané de 262 m³/heure, ce qui, au vu de la faible différence par rapport au débit nécessaire, est accepté par le SDIS à la condition de la stricte application des dispositions suivantes :

- Un P.I.N. de diamètre 100 mm ne pouvant alimenter qu'un seul engin pompe des services d'incendie, seul un débit maximal de 90 m³/heure peut être pris en compte par poteau ; de ce fait, il est nécessaire de disposer d'au moins trois P.I.N.
- Les trois P.I.N. doivent être implantés à une distance maximale de 100 mètres d'une des entrées de cellule, en suivant les voies de circulations, et être séparés entre eux d'une distance maximale de 150 mètres,
- Les P.I.N. à prendre en compte devront être implantés en dehors de la zone de flux rayonné de 3 kW/m²,
- Le débit disponible en fonctionnement simultané doit être certifié avant exploitation de l'établissement et être soumis au SDIS – Service prévention.

Ces dispositions ne sont valables qu'au regard du projet présenté. La réalisation de l'agrandissement nécessitera une nouvelle consultation du SDIS ; les débits en eau d'incendie nécessaires sont susceptibles d'être revus à la hausse, si l'agrandissement n'est pas recoupé par rapport aux locaux prévus par des parois coupe feu de degré 2 heures.

Avis de l'inspection des I.C. : Le projet d'arrêté reprend ces dispositions à l'article 16.2.

5.5 - Autres avis :

Dans son courrier du 27 janvier 2003, **la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (DDTEFP)** n'a pas d'observations à formuler,

Dans son courrier du 27 janvier 2003, **l'Institut National des Appellations d'Origine (INAO)** n'a pas d'observations à formuler,

Dans son courrier du 4 février 2003, **la Direction Départementale de l'Équipement (DDE)** n'a pas d'observations à formuler,

Dans son courrier du 10 mars 2003, **le Service Interministériel de Défense et de Protection Civile (SIDPC)** n'a pas d'observation à formuler.

Les autres services consultés n'ont pas émis d'avis.

6. - AVIS DE LA D.R.I.R.E

Enjeux du point de vue de la protection de l'environnement :

6.1. Rejets dans l'air

En mode de fonctionnement normal, les activités ne génèrent pas de nuisances atmosphériques particulières.

En situation accidentelle, les produits entreposés sont combustibles sans toxicité particulière. Les fluides utilisés pour la production du froid sont l'ammoniac (145 kg) et une solution à base d'ammoniac dilué à 21% dans l'eau (5,6 m3 d'alcali). L'ammoniac comprimé est liquide ; en cas de fuite il se détend en un gaz toxique. Les dispositions prises par l'exploitant consistent à séparer le circuit ammoniac pour minimiser la quantité libérée en cas de fuite. L'installation de refroidissement est installée dans une salle des machines constituée de murs, plafond et plancher coupe feu 2 heures. Le sol étanche et résistant à l'ammoniac constitue une capacité de rétention. Un dispositif de neutralisation de l'ammoniac est prévu pour abattre les vapeurs avant rejet à l'atmosphère . Les circuits de refroidissement fonctionnant avec la solution d'ammoniac se prolongent dans les différentes chambres froides. Ces circuits sont également équipés de vannes de coupure permettant d'isoler des sections en cas de fuite. Ces vannes comportent un système de vidange rapide permettant d'envoyer l'alcali vers la salle des machines en cas d'échauffement anormal.

Les dispositions prévues par l'exploitant sont reprises dans le projet d'arrêté ; elles répondent aux prescriptions applicables aux installations relevant du régime de déclaration au titre de la rubrique n°1136 de la nomenclature pour le circuit ammoniac. Pour le circuit alcali, les prescriptions imposées à l'exploitant visent à amener le fluide frigorigère vers la salle de machines, zone sécurisée.

6.2. Rejets d'eau et protection des eaux :

Il n'y a pas d'eaux de procédé.

Les eaux sanitaires et les éventuelles eaux de nettoyage des sols rejoindront le réseau de la station d'épuration urbaine de COLMAR.

Les eaux de ruissellement des voies et parkings seront raccordées à deux séparateurs d'hydrocarbures avant rejet au réseau séparatif de la ville de COLMAR collectant les eaux pluviales.

Les eaux pluviales de toiture suivent le même trajet.

Hormis les effluents retenus dans la salle des machines, les eaux susceptibles d'être polluées en cas d'incendie sont dirigées vers un point bas constitué par le parking attenant aux quais de chargement, à l'EST des bâtiments. Le volume pouvant être retenu correspond à un scénario ayant mis en œuvre les sprinklers, les RIA et l'intervention des services de secours à partir des PIN, soit 2500 m3.

Les différents réseaux internes sont équipés de dispositifs d'obturation visant à éviter le mélange des eaux polluées avec des eaux propres et à retenir les eaux polluées avant rejet au réseau collectif.

6.3. Nuisances sonores :

En ce qui concerne le bruit, la campagne de mesures jointe au dossier a montré que le niveau de bruit de fond était principalement dû au trafic autoroutier. Une campagne de mesure sera effectuée dans un délai de six mois à compter du début de l'exploitation de l'entrepôt de stockage.

6.4. Gestion des déchets :

Les déchets d'emballage en faible quantité sont les seuls déchets générés par l'activité sur le site ; ils sont confiés à une société spécialisée dans leur traitement par tri et revalorisation.

L'activité d'entreposage ne génère pas de déchets spéciaux.

Enjeux du point de vue de la sécurité

6.5. Risques :

Le risque principal est l'incendie. L'entrepôt relève du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1510.

La demande d'autorisation ayant été déposée avant la date d'application de l'arrêté du 5 août 2002 relatif à la prévention des sinistres dans les entrepôts couverts soumis à autorisation sous la rubrique 1510. Les prescriptions du projet d'arrêté s'en inspirent, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions prévues par l'exploitant et respectent les règles fixées par l'ancienne circulaire de 1987. Les installations de compression d'ammoniac respectent les dispositions prévues par les arrêtés type relatifs aux rubriques n°2920 et n°1136. Ces prescriptions ont cependant été adaptées pour tenir compte que les installations de refroidissement ne relèvent pas de la rubrique n°1136.

Les réponses aux différentes observations faites par les services administratifs et exposées précédemment permettent de conclure que le projet a été conçu de manière à minimiser les risques pour l'environnement et la santé des personnes. L'exploitant devra en outre s'engager par écrit à respecter les dispositions prévues au présent projet avant le début de l'exploitation. Cet engagement sera accompagné des plans de détail des dispositifs d'évacuation des fumées dans les chambres frigorifiques.

7. - CONCLUSION

Il est proposé au Conseil Départemental d'Hygiène d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la SCI Denis PAPIN pour le compte de SCAPALSACE qui exploitera un entrepôt frigorifique de produits combustibles sur le territoire de la commune de COLMAR, en zone industrielle NORD, sous réserve du respect des prescriptions du projet d'arrêté préfectoral ci-joint.

Sauf objection motivée formulée par l'exploitant conformément à l'article 21 du décret 1133 du 21 septembre 1977, le présent rapport et l'arrêté signé par le préfet seront consultables par le public sur le site Internet de la DRIRE Alsace.

L'Inspecteur des Installations Classées

Vu et transmis

Pr. Le Directeur Régional de l'Industrie, de la
Recherche et de l'Environnement
Le Chef du Groupe de Subdivisions du Haut-Rhin